

Communiqué de presse

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET VOLATILITÉ DES PRIX EN AGRICULTURE

DES REGROUPEMENTS D'AGRICULTEURS EN APPELLENT À LA COHÉRENCE : LA POLITIQUE COMMERCIALE NE DOIT PAS DÉTERMINER LES POLITIQUES AGRICOLES

Bruxelles, le 20 juin 2011

À la veille de la conférence des Ministres de l'Agriculture du G20, des organisations d'agriculteurs de 60 pays d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe ont adopté une déclaration conjointe soulignant qu'il ne faut que la politique commerciale détermine les politiques agricoles nationales et qu'elle ignore les considérations non marchandes, ce qui est/serait contraire aux engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay¹. Dans un contexte de croissance de la demande alimentaire mondiale, la sécurité alimentaire revêt un rôle crucial et une plus grande cohérence entre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les autres préoccupations planétaires est nécessaire.

Moins de 10 % de la production agricole mondiale est commercialisée sur les marchés mondiaux et l'agriculture joue un rôle essentiel en ce qu'elle assure la sécurité alimentaire des populations locales, assure la vitalité des communautés rurales et la gestion de précieuses ressources foncières. Ces organisations agricoles insistent donc pour faire reconnaître le rôle particulier et stratégique de l'agriculture au vu des défis considérables auxquels leurs membres trouvent confrontés : l'accroissement de la volatilité des prix, aggravé par une spéculation excessive sur les marchés, le caractère limité des ressources foncières et hydriques et les menaces que représentent les changements climatiques. Pendant ce temps, il y a toujours un nombre élevé de personnes souffrant de la faim dans le monde persiste alors que la demande alimentaire mondiale augmente.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, Djibo Bagna, Président du Roppa, qui représente les organisations d'agriculteurs d'Afrique de l'Ouest, a déclaré, a déclaré : « Nous nous demandons si l'approche qui se contente d'ouvrir les marchés sans tenir compte de ces problèmes et de leurs répercussions sur les agriculteurs qui produisent les aliments constitue vraiment la meilleure façon d'aller de l'avant. Nous en appelons à une meilleure cohérence entre tout accord relatif à l'agriculture conclu à l'OMC et les engagements pris dans le cadre d'autres grands traités internationaux sur des questions comme la pauvreté, la faim, le changement climatique et la biodiversité ».

¹ Accord sur l'agriculture de l'OMC, Article 20 c.

« Nous soutenons fermement l'objectif d'amener les pays à respecter les mêmes règles claires, transparentes et prévisibles en matière de commerce mondial », a indiqué Gerd Sonnleitner, Président du Copa, qui représente des organisations agricoles de toute l'Europe . « Mais le commerce constitue un moyen de faciliter le développement humain et non pas une fin en soi. L'alimentation est indispensable à la vie humaine et les denrées alimentaires ne peuvent être traitées comme n'importe quel autre produit de consommation. Il faut donc tempérer la libéralisation du commerce et offrir aux agriculteurs du monde entier les moyens et les incitations économiques qui leur permettront d'exploiter de façon durable leur potentiel de production ».

Les gouvernements doivent coordonner leurs actions afin d'assurer la stabilité des marchés agricoles et de consolider la position des agriculteurs vis-à-vis des entreprises agroalimentaires fortement concentrées. Il nous faut également une approche plus harmonisée pour protéger l'environnement et la biodiversité et lutter contre les changements climatiques.

Les regroupements d'agriculteurs exhortent leurs dirigeants politiques à tenir compte des principes fondamentaux suivants lors de la négociation d'accords commerciaux :

- tous les pays doivent avoir le droit de produire pour leur consommation intérieure afin d'améliorer leur autosuffisance alimentaire et d'assurer leur sécurité alimentaire, y compris le recours à des mesures tarifaires ;
- les règles commerciales doivent tenir compte des mesures politiques, y compris la gestion de l'offre, qui promeuvent la stabilité de l'approvisionnement et des prix des denrées alimentaires ;
- le renforcement des capacités et le traitement spécial ou différencié accordé aux pays en développement doivent permettre à ces derniers de répondre aux véritables préoccupations des petits agriculteurs, plus vulnérables, et dont les ressources sont modestes ;
- tous les pays devraient avoir le droit de respecter les préoccupations non commerciales de leurs citoyens, y compris la sécurité alimentaire, l'environnement, le bien-être des animaux et les besoins des zones rurales, de manière à promouvoir une agriculture durable et à contribuer à la lutte contre les changements climatiques ainsi qu'à la protection de la biodiversité.

-30-

Le 20 juin 2011, la « Déclaration d'appel à la cohérence » a reçu l'appui officiel d'organisations d'agriculteurs représentant des millions d'agriculteurs du monde entier

Personne de contact :

Amanda Cheesley
Press Officer
Copa-Cogeca
www.copa-cogeca.eu

Tél. : + 32 (0)2 287 27 90
Tél. portable : +32 (0) 474 84 08 36

Amanda.cheesley@copa-cogeca.eu

Les organisations d'agriculteurs suivantes, qui représentent les agriculteurs issus de 66 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe ont signé la Déclaration d'appel à la cohérence le 20 juin 2011 :

Advocacy Center for Indonesian Farmers (Indonesia)
Canadian Hatching Eggs Producers
Chicken Farmers of Canada
Dairy Farmers of Canada
Eastern African Farmers Federation – EAFF
Egg Farmers of Canada
European Farmers and European Agri Cooperatives – Copa-Cogeca
European Council of Young Farmers
Independent Farmers Network (Sri Lanka)
JA Zenchu (Japan)
National Agricultural Cooperative Federation (Republic of Korea)
National Cooperative Union of India
National Farmers Union (United States)
Norges Bondelag (Norwegian Farmers Union)
Norsk Landbrukssamvirke (Federation of Norwegian Agricultural Cooperatives)
Réseau des organisations de paysans et producteurs agricoles – ROPPA
Sub-Regional Platform of Farmers' Organizations in Central Africa – PROPAC
Swiss Farmers Union
Turkey Farmers of Canada
Maghrebian Farmers Union - UMAGRI (Union magrébine des agriculteurs)
UPA (Union des producteurs agricoles – Québec)